

DU SERVAGE À LA RÉVOLUTION...

APERÇU HISTORIQUE

Pour mieux comprendre l'histoire récente de la paysannerie russe, il est utile de faire une petite incursion dans l'histoire plus éloignée qui nous donnera la possibilité de voir le rôle important que la paysannerie a joué dans la formation même du pays et de l'Etat: «*Dans l'histoire de la Russie, dit le professeur Pierre Pascal (1), le personnage essentiel, c'est le paysan. Cultivateurs, chasseurs et pêcheurs, au recensement de 1897, forment encore les trois-quarts de la population. Il semble n'être qu'un objet passif de l'histoire, il est le seul support réel de l'édifice toujours plus écrasant de l'Etat russe, le perpétuel souffre-douleur de tous les régimes. Mais, à y regarder de près, continue P. Pascal, il n'est pas que cela: à cause de sa masse, son bien-être relatif ou sa misère ne tardent pas à faire la grandeur ou la faiblesse du pays; il n'est guère de mesures importantes qui ne soient inspirées par la considération de son état; il n'est pas de grands tourments dans la vie nationale qui ne trouvent en lui leur explication*».

Et en effet, durant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis 1917, la politique envers le paysan n'a cessé d'influencer la vie et la politique du pays tout entier.

Rappelons que la révolution de 1917 eut lieu juste 56 ans après l'abolition du servage, lequel a duré en Russie environ quatre siècles, et ce sont les conditions dans lesquelles cette abolition eut lieu, ainsi que ses vestiges, qui se perpétuèrent durant plus d'un demi-siècle, qui ont influencé toute l'histoire de la Russie avant et après la révolution. Voyons donc dans quelles conditions se sont trouvés les paysans russes au moment de l'abolition du servage.

D'après l'acte gouvernemental du 19 février 1861, les paysans serfs étaient déclarés:

- 1- individuellement libres sans rachat;
- 2- les paysans recevaient de la terre à usage permanent;
- 3- les lots de terre étaient déterminés par accord entre paysans et propriétaires fonciers;
- 4- les paysans, en recevant la terre à usage permanent, devaient la payer par leur travail ou en argent. En attendant d'avoir payé cette terre, ils restaient «*provisoirement obligés*»;
- 5- en attendant le rachat complet, le seigneur avait un droit de surveillance;
- 6- en sortant de la dépendance du servage, les paysans devaient se grouper dans les «*obchtchinas*», sortes de communautés rurales.

Chaque paysan, s'il était chef d'un foyer, était membre de l'«*obchtchina*»; il y avait sa voix, mais était en même temps lié par la majorité des voix des autres membres de cette *obchtchina* aussi bien au point de vue de la terre qu'au point de vue individuel. Toute la vie paysanne était conditionnée par cette forme de possession agraire qui était non pas individuelle, mais familiale. A la base de l'*obchtchina* se trouvait un système de partage égalitaire des terres, ce qui mettait chaque membre de la communauté dans les mêmes conditions d'utilisation de terres de qualités différentes. Au fur et à mesure de l'augmentation de la population paysanne, il y eut de nouveaux partages et les lots de chacun diminuèrent. Le paysan ne pouvait pas librement disposer de son lot, même de la partie où se trouvaient sa maison et son enclos. Il ne pouvait non plus quitter la communauté à sa guise. Seuls les paysans qui n'avaient pas de lot ou qui se trouvaient être de trop dans leur famille, pouvaient quitter la communauté; mais là aussi, ils devaient avoir la permission du chef de la famille et de la communauté entière qui lui délivraient un passeport, c'est-à-dire la possibilité de se déplacer à travers le pays.

(1) “*Les paysans dans l'histoire de la Russie*”, par P. Pascal, *Revue historique*, t.CLXXIII, 1934.

La dépendance économique s'exprimait dans le principe de la «*krougovaïa porouka*» (responsabilité collective) qui concernait non seulement les impôts, mais aussi les paiements pour le rachat des terres reçues pour son usage par chaque foyer paysan. Le prix de cette terre était remboursé aux propriétaires par l'Etat, qui devait être remboursé par le paysan au cours d'une période donnée. C'est l'*obchtchina* qui était solidairement responsable de cette dette.

Ainsi l'*obchtchina* ou la communauté paysanne présentait pour le serf affranchi une nouvelle forme de dépendance, une nouvelle forme de dépendance égalitaire qui pouvait, selon une partie de l'opinion publique russe d'alors, se transformer en une unité du futur socialisme paysan et préserver le pays entier de la phase capitaliste du développement économique.

LES CONCEPTIONS AGRAIRES DES POPULISTES

C'est au début des années soixante du XIX^{ème} siècle, que l'intelligentsia révolutionnaire russe commença la lutte dans l'intérêt de la paysannerie. Ce fut Herzen qui le premier qualifia l'*obchtchina* de cellule socialiste et le paysan russe de socialiste inné, capable par ses propres forces de créer le socialisme en Russie. Ces idées furent développées dans la revue «*Kolokol*» (*Cloche*), éditée à Londres, qui avait une forte influence sur les intellectuels russes des années 60. Ce fut Herzen qui lança le premier le mot d'ordre «*Terre et Liberté*».

«*Kolokol*» publia le programme agraire suivant: «*Déclarer que tous les paysans sont libres avec la terre qu'ils possèdent actuellement. Ceux qui n'ont pas de terre, tels les paysans employés en tant que domestiques des seigneurs et ceux travaillant à l'usine, doivent recevoir un lot de terre pris dans celles de l'Etat. Ceux des paysans seigneuriaux qui n'ont pas assez de terre, doivent en recevoir sur le compte des terres seigneuriales ou des hameaux, de façon qu'aucun paysan ne reste sans une quantité suffisante de terre. Les paysans doivent posséder la terre en commun. Et quand, dans une pareille obchtchina, il y aurait trop de monde, on devrait donner à une telle communauté des terres prélevées sur celles utilisables, encore disponibles*» (voir «*Kolokol*», éd. 4, 1861, n° 102, p. 2).

Après Herzen, N. Tchernychevsky se déclare pour l'*obchtchina*. Il pensait que l'*obchtchina* pouvait servir de base au développement socialiste dans la campagne russe, à condition d'abolir la possession seigneuriale des terres et d'installer une république démocratique. Il se déclara partisan de la formule suivante: «*Propriété d'Etat avec possession par l'obchtchina*» (v. Tchernychevsky, oeuvres complètes, t. IV Goslitizdat, 1948, p. 434).

Mais Tchernychevsky allait plus loin; il considérait qu'en s'appuyant sur l'*obchtchina*, la Russie pouvait échapper à la phase capitaliste et aller directement vers le socialisme. «*Nous voulons que la terre appartienne non à une personne, mais au pays; que chaque communauté ait son lot, qu'il n'existe pas de possesseurs individuels, qu'on ne puisse pas vendre la terre comme on vend des pommes de terre et des choux, que chaque citoyen, quel qu'il soit, puisse devenir membre de la communauté agraire, c'est-à-dire qu'il puisse s'insérer dans la communauté existante, ou que chaque citoyen puisse former une nouvelle obchtchina. Nous voulons conserver le mode de possession de la terre par l'obchtchina, en faisant des redistributions après de grands délais*» (voir *Proclamacii chestidesiatykh godov*, éd. 1926, p. 53).

Selon les populistes, les communautés devaient se fédérer: «*Chaque région doit se composer de communautés agraires, dont tous les membres possèdent les mêmes droits. Chaque personne doit nécessairement être inscrite à l'une ou l'autre des communautés. La communauté doit lui donner sa part de terre qu'il peut d'ailleurs refuser ou louer. La terre assignée à chaque membre de la communauté n'est pas sa possession pour la vie, mais seulement pour un certain nombre d'années, après lesquelles le «mir» (2) refait un partage. Tous les autres biens du membre de la communauté restent intangibles durant sa vie et, après sa mort, deviennent propriété de la communauté*» (voir *Proclamacii chestidesiatykh godov*, p. 65).

L'anarchiste Bakounine était lui aussi partisan de la communauté. Dans la revue «*Narodnoïe Dielo*»

(2) *Mir*: Communauté villageoise.

qu'il éditait à Genève, dans l'article-programme du premier numéro de l'année 1868, on peut lire: «*La terre appartient seulement à ceux qui la travaillent de leurs mains - aux obchtchinas agraires*». Dans son ouvrage «*L'Etat et l'Anarchie*», Bakounine souligne que le droit d'utiliser la terre n'appartient pas à l'individu, mais à la communauté entière, au *mir* qui la départage provisoirement entre individus. Bakounine insiste également sur l'autonomie absolue des *obchtchinas*.

P. Lavrov, également, était pour la possession et l'utilisation de la terre par l'*obchtchina* à partir de laquelle devait se développer selon lui un régime de socialisme agraire. Dans la revue «*Vperiod*» (*En avant*) qu'il publiait à l'étranger, il formulait ainsi le programme agraire: «*Pour l'Etat russe, la base spéciale sur laquelle peut se développer l'avenir de la majorité de la population russe dans le sens indiqué par les problèmes communs de notre temps est la paysannerie avec son système communautaire de possession des terres. Développer notre obchtchina dans le sens du travail en commun de la terre et de l'utilisation en commun de la terre, faire du «mir» l'élément politique essentiel du régime politique russe, englober dans la propriété communautaire la propriété privée - voilà les buts spécifiquement russes auxquels doit collaborer chaque Russe qui désire le progrès de sa patrie*» (voir *Vperiod*, revue non périodique, t. I, éd. 1873, p. 11).

Un programme analogue fut développé par l'organe des jacobins russes «*Nabat*» (*Le Tocsin*) qui fut créé et rédigé par P. Tkatchev en 1875. Ce dernier exigeait: 1- La réforme graduelle de l'*obchtchina* paysanne basée sur le principe de la possession provisoire privée en une *obchtchina* basée sur le principe de la possession en commun des outils de production et du travail en commun. (Voir «*Nabat*» 1875, n° 1, pp. 4-5).

Mais la propagande révolutionnaire menée parmi les paysans par de jeunes intellectuels enthousiastes aboutit à un échec. Maintenant, cent ans après, on peut se livrer à des conjonctures psychologiques diverses sur les causes de cette défaite. On peut supposer que le paysan russe, qui venait de sortir d'un long servage, était trop peu évolué intellectuellement pour pouvoir généraliser et politiquement juger sa situation sociale, qu'il manquait de perspicacité sociale et ne comprenait pas le langage des jeunes révolutionnaires issus de la noblesse. Il les prenait pour des ennemis de la paysannerie et les dénonçait à la police. Toujours est-il qu'un mur psychologique les séparait, qui influença fortement le mouvement révolutionnaire tout entier et l'organisation populiste «*Terre et Liberté*». Au congrès de 1879, cette organisation se divisa en deux groupes: «*Narodnia Voila*» (*La volonté du peuple*) et «*Tchiorny Perediel*» (*Partage des terres*). La *Narodnaïa Voïa* abrita ceux qui n'espéraient plus réaliser le socialisme par l'*obchtchina*, et qui décidèrent d'abattre tout d'abord la monarchie par la terreur. Tandis que les partisans du «*Tchiorny Perediel*» espéraient, par la propagation des idées socialistes, soulever les paysans contre le régime qui les asservissait.

La génération suivante des populistes continua à donner à l'*obchtchina* une importance capitale. Ainsi le théoricien du populisme Youjakov, comparait la Russie à une «*maison en feu*» et proposait comme moyen d'éteindre ce feu le renforcement de la possession communautaire de la terre. La «*maison en feu*», c'était pour lui le capitalisme qui menaçait de se développer en Russie. Pour ne pas permettre au capitalisme de se développer dans l'agriculture, écrivait-il, il fallait développer «*une obchtchina paysanne indépendante et cultivée qui s'opposerait à la séparation de l'agriculture des métiers et du producteur des moyens de production*» (Voir la revue «*Rousskoïe Bogatstvo*» n°12, pp. 187, 208.).

Un autre théoricien populiste, Nikolaï-on (Danielson) affirmait que sans la communauté paysanne la Russie courrait à sa perte. «*La possession communautaire de la terre, écrivait-il, est une des conditions matérielles de la production, sur laquelle peut être construit l'édifice de l'économie publique. Nous n'avons pas à attendre la perte des terres par la majorité des paysans pour qu'à la place se développe un système agraire capitaliste, comme cela se fait en Occident. Une telle perte des terres par la masse des paysans marquerait la veille de notre mort, mort économique*» (Nikolaï-on, *Otcherki nachego poreformenogo obtchestvennogo khoziaïstva*, éd. 1893, p. 344.).

Un autre populiste, V. Vorontsov, écrivait: «*Nous sommes heureux d'avoir conservé jusqu'à présent des traits humanitaires du caractère et des institutions, esprit communautaire, l'artel, l'obchtchina, que les autres peuples ont depuis longtemps perdus et qu'ils devront de nouveau conquérir*» (Voir Vorontsov, *Soudby kapitalizma y Rosii*, éd. 1882, p. 274.).

Enfin, le chef spirituel des populistes des années 90, M. Mikhaïlovsky considérait l'*obchtchina* comme voie originale qui devrait sauver la Russie du capitalisme, et refusait le schéma de Marx pour la Russie.

L'OBCHTCHINA ET LES MARXISTES

Or que pensait Marx de l'*obchtchina* russe? La question lui fut posée par la revue «*Otetchestvennyïe Zapiski*» et notamment on lui demanda s'il pensait que la Russie pouvait, grâce à l'*obchtchina* atteindre au socialisme sans passer par la phase capitaliste? Dans une lettre datée de 1877 et adressée à Mikhaïlovsky, Marx répondit ceci: «*Si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à la manière des nations de l'Europe occidentale - or durant les dernières années, elle n'a pas peu œuvré dans ce sens - elle n'y arrivera pas sans avoir au préalable transformé une importante partie de ses paysans en prolétaires; et, après cela, se trouvant au sein du régime capitaliste dans le camp des pays capitalistes, elle sera subordonnée à leurs lois implacables, comme d'autres peuples impies*» (Voir *Perepiska, K. Marksa i F. Engelsa s rousskimi polititicheskimi deïateliami*, éd. Gospolitzdat, 1951, p. 222.).

Quant à Engels, son opinion était un peu plus nuancée. Dans une lettre à Danielson, il disait: «*Il n'y a pas de doute que l'obchtchina et dans une certaine mesure l'artel, contient certains germes qui, dans les conditions données, auraient pu se développer et sauver la Russie de la nécessité de passer par les souffrances du capitalisme*». Cependant, Engels subordonnait son opinion à une condition indispensable - un changement dans le système économique des pays de l'Occident, la disparition du capitalisme dans les pays où il a pris naissance (voir *Perepiska Marksa i Engelsa s rousskimi polititicheskimi deïateliami*, p. 174).

La question agraire et le rôle de l'*obchtchina* furent non seulement au centre des discussions politiques, mais influencèrent l'art, la littérature et les sciences humaines russes. Et en effet pouvait-on ne pas s'occuper de la question paysanne quand au moment même où éclata la révolution de 1917, sur 160 millions de population on comptait encore 120 millions de paysans? Dans les années précédentes, cette proportion était encore plus flagrante.

LES MARXISTES ET LE RÔLE DE LA PAYSANNERIE

Cependant, avec la pénétration des idées marxistes en Russie, les conceptions sur le rôle de la paysannerie changent.

Ainsi, déjà le premier groupement marxiste, «*Groupa Osvoboïdenia Trouda*» (*le Groupe de la Libération du Travail*) met en doute le rôle de la paysannerie dans la révolution future. Et Plékhanov, l'une des personnalités les plus éminentes de ce groupe, dit au Congrès socialiste international de 1889 que «*le mouvement révolutionnaire russe triomphera seulement en tant que mouvement des ouvriers ou ne triomphera pas du tout*». Quant à son programme agraire, le *Groupe de la Libération du Travail* se bornait à exiger une révision décisive des rapports agraires, c'est-à-dire des conditions du rachat des terres et de leur répartition dans les communautés paysannes. Il demandait aussi le droit pour ceux des paysans qui le désiraient de refuser leur lot de terre et de quitter la communauté.

Ces exigences montrent que les premiers marxistes russes étaient hostiles à l'*obchtchina*, et plus tard toutes leurs discussions avec les populistes tournèrent autour de cette question. Non seulement ils ne reconnaissaient pas à l'*obchtchina* le rôle de cellule socialiste naturelle, mais, au contraire, ils accusaient cette institution d'être à la base de l'arriération politique, économique et sociale de la Russie, en entravant la marche vers le capitalisme que les premiers social-démocrates considéraient comme un stade nécessaire et progressif, car le capitalisme devait, selon eux, faire naître un prolétariat qui devait contribuer au développement d'un mouvement révolutionnaire et socialiste. Ils considéraient que le mouvement révolutionnaire ne rencontre aucun écho parmi les paysans. Ainsi le bolchévik V. Mechtcheriakov écrivait en 1918 que les social-démocrates reconnaissaient ouvertement que le mouvement révolutionnaire russe n'avait presque pas rencontré parmi les paysans de sympathie, ni de compréhension. L'appui essentiel à l'autocratie avait trouvé son origine justement dans l'indifférence et l'arriération intellectuelle des paysans. Et la cause de la révolution aurait été sans espoir, pensaient les social-démocrates, si le développement du capitalisme n'avait donné naissance à une nouvelle classe -

celle des ouvriers de l'industrie. (Voir V. Mechtcheriakov, *Programme agraire des social-démocrates russes*, 1883-1917, p.3.).

En général, les social-démocrates des années 90, avec leurs luttes fractionnelles, n'ayant pas de programme commun pour le parti, n'avaient pas davantage de programme agraire, mais ils s'occupaient beaucoup de la question agraire et des lois du développement agraire en Russie. C'est d'ailleurs cette question qui constituait la base de leurs divergences avec les populistes.

Quand à Lénine, il affirmait que les marxistes devaient se baser non pas sur l'*obchtchina*, mais sur le fait indiscutable que le capitalisme avait déjà profondément pénétré dans la vie économique russe, il critiquait violemment les exigences des populistes quant aux problèmes de la dépendance des paysans à l'égard de leur lot, de l'interdiction faite aux paysans de quitter l'*obchtchina* et du principe de responsabilité collective.

Au commencement du siècle, le programme agraire des social-démocrates n'accusait pas beaucoup de différence avec celui du «*Groupe de la Libération du Travail*». En effet, ce programme agraire élaboré au deuxième congrès de 1903 disait textuellement ceci: «Dans le but de faire disparaître les restes du servage qui oppriment directement les paysans, et dans l'intérêt du développement libre de la lutte des classes dans les campagnes, le parti exige tout d'abord:

- 1- La suppression des paiements pour le rachat des terres et de toutes les redevances qui tombent actuellement sur la paysannerie, comme sur un état imposable.
- 2- La suppression de toutes les lois gênant la paysannerie dans la réalisation et l'usage de l'usufruit de la terre.
- 3- Le remboursement aux paysans des sommes qu'ils avaient versées pour rachat des terres; confiscation dans ce but des terres appartenant aux couvents et aux églises, des terres des apanages et de celles qui appartenaient à la famille du tsar, impôts sur les terres des seigneurs nobles; et utilisation des sommes ainsi recueillies pour la création d'un fonds pour les besoins culturels et l'aide aux communautés paysannes.

Plus tard, le sus-cité Mechtcheriakov avouait qu'il «*s'est avéré bientôt que les paysans ont formulé des exigences plus larges que celles des social-démocrates*». En effet, au printemps 1905, avaient commencé des mouvements spontanés de paysans, qui bouleversèrent le pays. Devant ces mouvements, les social-démocrates saisissaient aisément l'insuffisance de leur programme agraire, surtout depuis 1901, face à l'autre parti socialiste, très actif, le *parti socialiste-révolutionnaire* qui se considérait comme le continuateur des anciens populistes. En 1906, le premier congrès du *parti des socialistes-révolutionnaires* adoptait un programme agraire dans lequel on pouvait lire qu'en se basant sur les conceptions et traditions communautaires des paysans et sur leur croyance que la terre n'appartient à personne, le parti déclarait être pour la socialisation des terres; l'utilisation des terres devait être égalitaire à base de labeur, la terre devait devenir propriété du peuple, sans rachat; le parti se déclarait aussi pour le développement de la coopération sur la base du travail.

Or, face à ce programme des socialistes-révolutionnaires, Lénine écrivait: «*Les gens de la vieille foi et ceux qui n'ont pas de foi du tout, les socialistes-révolutionnaires, n'ont aucune idée de la structure économique de notre campagne et de son évolution; ils n'ont aucune idée des relations bourgeoises qui se constituent à l'intérieur de l'obchtchina, de la puissance de la paysannerie bourgeoise*» (Voir Lénine, «*Réponse à la critique du projet de notre programme*», œuv. compl., t. 7, p. 224.) Il considérait comme «*archicurieuse*» l'idée des socialistes-révolutionnaires d'utiliser dans l'intérêt du socialisme aussi bien les conceptions communautaires que les conceptions de travail et les formes de vie de la paysannerie russe. Pour lui, ces conceptions n'existaient pas du tout. Dans son rapport à la VIIème conférence panrusse du 28 avril-11 mai 1905, Lénine disait: «*Leurs conceptions sont bourgeoises, l'utilisation égalitaire de la terre, ils la comprennent comme l'enlèvement de la terre aux propriétaires mais pas comme égalité entre détenteurs individuels*» (Lénine, œuv. compl., t. 31, p. 418.). D'après Lénine, la lutte se menait pour le «*type américain du capitalisme agraire*». Il considérait les paysans comme les alliés les plus naturels de la bourgeoisie démocratique, sans lesquels cette bourgeoisie était impuissante contre la réaction. (Lénine, «*Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution socialiste*», œuv. compl., t.11, p.126).

Cependant, il n'échappait à personne que le paysan russe croyait pieusement que «*la terre n'était à personne*». Ainsi l'homme d'Etat tsariste, S. Witte écrivait à cette époque «*aucune notion de la propriété n'a pénétré dans la conscience du paysan*». (Cité d'après A. Kotchegarov-Zemelnaïa *programma anarkhistov-kommunistov*, Londres 1912, izd. «*Khlieb i Voila*».) Cela n'a pas échappé à Lénine non plus, qui écrivait qu'«*il n'y avait pas l'ombre d'un doute que l'idée de propriété du peuple entier sur la terre est actuellement largement répandue parmi les paysans*» (Cité d'après Kotchegarov.). Néanmoins, la résolution du 3ème Congrès du *parti social-démocrate* ne pouvait se défaire de sa méfiance envers la paysannerie. En effet, nous y trouvons ceci:

Considérant que:

1- Le mouvement actuel d'affranchissement paysan étant spontané, politiquement indifférent, se tourne inévitablement néanmoins contre tous les restes du servage,

2- Dans les problèmes de la social-démocratie, il entre le soutien de tout mouvement révolutionnaire contre le régime social et politique existant.

3- A cause de cela, la social-démocratie doit tenter d'épurer le contenu révolutionnaire et démocratique du mouvement paysan de toutes les traces réactionnaires, en développant la conscience révolutionnaire des paysans et en soutenant jusqu'au bout ses exigences démocratiques.

4- La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, doit dans tous les cas et dans toutes les circonstances tendre vers une organisation indépendante du prolétariat agraire, et doit lui faire comprendre la contradiction totale entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie.

Le troisième Congrès du parti social-démocrate charge toutes les organisations du parti:

a- de propager dans les larges couches du peuple que la social-démocratie pose comme problème le soutien le plus énergique de toutes les entreprises révolutionnaires de la paysannerie capables d'améliorer sa situation, y compris la confiscation des terres des seigneurs, de l'Etat, de l'Eglise, des couvents et d'apanages;

b- comme mot d'ordre pratique de l'agitation parmi les paysans et comme moyen d'élever le plus possible la conscience du mouvement paysan, de mettre en avant la nécessité d'une organisation immédiate des paysans révolutionnaires en comités, dans le but de réaliser tous les changements révolutionnaires démocratiques capables de libérer les paysans du joug policier et autocratique;

c- dans le but de désorganiser l'autocratie et pour soutenir la poussée révolutionnaire dirigée contre elle, d'appeler la paysannerie et le prolétariat agraire aux démonstrations politiques, au refus collectif de payer les impôts et redevances, de faire le service militaire et d'obéir aux décisions et aux prikazes du gouvernement et de ses agents;

d- de tendre vers une organisation indépendante du prolétariat agraire, vers sa fusion avec le prolétariat des villes sous l'étendard du parti social-démocrate et faire passer ses représentants dans les comités paysans.

Il convient de souligner pourtant pour la vérité historique des choses, que, pendant que les social-démocrates condescendaient à aller vers les paysans, les considérant comme politiquement ignares, toute une élite de jeunes paysans luttait héroïquement dans toute la Russie, aussi bien dans la flotte et dans l'armée que dans les campagnes. Les révoltes paysannes qui déferlaient sur le pays surgissaient sans la moindre inspiration des social-démocrates. D'ailleurs, dans les rangs de ceux-ci, il n'y avait aucune unité quant au problème agraire. Les discussions se menaient autour de la question: comment faire avec la terre expropriée? Appuyer le désir paysan de partager cette terre ou la remettre aux organismes locaux, municipaliser?

Ceux qui étaient pour le partage des terres, les «*razdiélistys*» (partageurs) disaient que les paysans ne voulaient ni la nationalisation ni la municipalisation, ils voulaient partager la terre entre eux. Les partisans de la municipalisation affirmaient que le partage est nuisible au point de vue politique car les paysans, une fois la terre obtenue, tourneront le dos aux socialistes.

Les partageurs émettaient l'opinion que le partage ne nuirait pas à la révolution, que les paysans, ayant obtenu la terre, voudraient la garder et donneraient leur appui aux socialistes contre le tsarisme.

Quant à Lénine, qui initialement était pour la nationalisation, dans la discussion entre les partageurs et les partisans de la municipalisation, il occupait une position à part, disant: «*La municipalisation est erronée et nuisible, le partage est erroné mais pas nuisible*».

LA RÉFORME DE STOLYPINE (3)

En face de tout cela, que pensaient les gros propriétaires? La partie la plus consciente de cette classe-état se rendait compte que le paysan, membre de l'*obchtchina*, n'avait rien à perdre dans la révolution, au contraire, il avait tout à y gagner - et la terre, et la liberté individuelle et juridique. Aussi cette catégorie des gros propriétaires conçut-elle le projet de créer une couche de petits propriétaires qui auraient la possibilité de sortir de l'*obchtchina* et de devenir des propriétaires véritables de leurs lots de terre. Ce fut le ministre Stolypine qui fut le porte-parole de ces gros propriétaires fonciers. Tout comme les social-démocrates, il était hostile à l'*obchtchina*, mais lui, pour des raisons inverses; il la considérait comme une pépinière des idées socialistes. Il voulait créer un barrage au socialisme en excitant chez les paysans l'instinct de la propriété. Tout en présidant aux répressions implacables contre les révolutionnaires. (Il était depuis 1906 ministre de l'Intérieur et simultanément président du Conseil des ministres.) Stolypine, qui fut dénommé «*vechatel*» (pendeur), fit promulguer le 9 novembre 1906 un *oukaze* sur la possibilité pour les paysans de quitter l'*obchtchina* et de garder en propriété le lot de terre obtenu.

Dans la période de 1907 à 1915 ont quitté l'*obchtchina*: volontairement: 2.449.000 paysans, soit 24,1%; par contrainte: 1.698.000, soit 16,7%; en tout 4.147.000 chefs de famille sur 10.171.000 ou 40,8% pour 40 gouvernements de la Russie européenne (voir «*Zemelnoïe Dielo*», éd. 1923, p. 64). Parmi ceux qui ont quitté l'*obchtchina*, presque la moitié étaient d'anciens paysans qui ne s'occupaient plus (4) d'agriculture mais qui, juridiquement, appartenaient à l'état paysan. La seconde moitié était des paysans aisés pour qui l'*obchtchina* présentait une entrave à leurs aspirations économiques. Quant au paysan moyen, celui qu'on dénomma plus tard en Russie «*seredniak*», il restait fidèle à l'*obchtchina* au sein de laquelle il salua l'avènement de la révolution de 1917.

Ida METT.

(3) Stolypine fut tué par un jeune intellectuel révolutionnaire, D. Bogrov, dont on ne sait pas au juste s'il était anarchiste ou socialiste-révolutionnaire, mais ce qui semble acquis, c'est qu'il avait été lié à la «*Okhrana*» (Police secrète) de cœur ou par tactique, cela reste inconnu.

(4) Il faut préciser qu'à l'avènement de la révolution de Février, la population paysanne n'était pas juridiquement affranchie et au point de vue du droit pénal présentait un groupe à part.